

Caracas, le 30 juillet 2024

Déclaration des délégations africaines de la Mission d'observation de l'élection présidentielle du 28 juillet 2024 au Venezuela

Plus de neuf-cents (900) observateurs internationaux et indépendants, provenant d'une centaine de pays du continent américain, africain, européen ou asiatique, ont participé à une Mission d'observation électorale à l'occasion de l'élection présidentielle du 28 juillet 2024 remportée par Nicolás Maduro Moros.

Les délégations africaines tiennent à remercier en premier lieu les autorités vénézuéliennes pour leur confiance accordée dans le cadre de cette mission si importante pour le destin du Venezuela, ainsi que le peuple vénézuélien pour son accueil durant tout le séjour. Provenant de toutes les régions (Ouest, Est, Centre, Nord, Sud) du continent africain et de la diaspora (Europe, Caraïbes), les délégations étaient composées de membres de partis politiques, d'organisations de la société civile, de personnalités et d'universitaires qui sont tous engagés dans leurs pays respectifs en faveur du respect de la volonté populaire dans le cadre de la souveraineté des États.

Les délégations ont séjourné au Venezuela sur une période allant du 21 juillet au 2 août 2024. Cette observation à court terme a permis de voir que la campagne électorale s'est déroulée dans le calme mais avec une certaine passion compréhensible au regard des enjeux. La population a pu être informée des enjeux et de l'importance de son vote. Les observateurs ont également pu comprendre l'ensemble des enjeux du processus démocratique en cours au Venezuela, et constater que les moyens mis en place pour que la voix du peuple soit entendue étaient à la hauteur de l'événement historique.

Conformément au mandat inscrit dans l'invitation et dans les documents qui ont été remis aux observateurs par les autorités, la Mission avait pour objectif principal l'évaluation indépendante, impartiale et objective du processus électoral conclu par le vote du 28 juillet 2024. Ladite déclaration présente les observations électorales et les constats liminaires des délégations africaines sur le déroulement des opérations de vote de l'élection présidentielle du 28 juillet 2024.

Elle conclut à la validation du résultat électoral et appelle à la reconnaissance de l'élection du président Nicolás Maduro.

SUR LE SYSTEME ÉLECTORAL ET LA CRÉDIBILITÉ DU SCRUTIN

Nous saluons l'effort constant et démocratique des autorités constitutionnelles du Venezuela d'inscrire le pouvoir électoral comme moyen d'apaisement des tensions politiques et de renforcement de l'unité nationale dans la transparence et la participation populaire.

Nous remercions particulièrement le président et les agents du Conseil National Electoral (CNE) pour leur disponibilité. Le CNE est composé :

- d'une commission chargée de l'organisation matérielle du vote et qui a tout fait pour que le matériel soit disponible dans tous les bureaux de vote permettant ainsi un scrutin ordonné, organisé et sécurisé ;
- d'une commission chargée des listes électorales et du registre d'état civil dont le travail, en prélude à l'élection présidentielle, a constitué en une révision du fichier électoral pour permettre au plus grand nombre possible de citoyens vénézuéliens de pouvoir exercer leur droit de vote lors de l'élection présidentielle du 28 juillet 2024 conformément aux règles régissant l'enregistrement des électeurs ;
- d'une commission politique et financière dont le travail permet de garantir l'intégrité du processus électoral intégralement financé par le Venezuela et l'absence de toute ingérence extérieure qui porterait atteinte à sa souveraineté.

Nous saluons l'excellence du travail produit par le CNE qui permet de confirmer que le Venezuela dispose de l'un des meilleurs systèmes électoraux du monde et d'une solide expérience dans l'organisation des scrutins. Les sessions de travail et d'information ont permis aux observateurs de comprendre le cadre constitutionnel, juridique, politique, technique et sécuritaire du scrutin. Les observateurs ont également pu voir l'état des préparatifs, le contexte et les dynamiques politiques en cours dans le pays.

SUR L'OBSERVATION ELECTORALE ET LA FIABILITÉ DES RÉSULTATS

Pour ce qui concerne les délégations africaines, nous avons pu visiter plusieurs dizaines de bureaux de vote le jour du scrutin, et le nombre de bureaux visités par l'ensemble de tous les observateurs internationaux est sans doute bien supérieur. Les listes électorales étaient affichées sur le mur extérieur de tous les bureaux de vote qui étaient situés dans des bâtiments publics, généralement des établissements scolaires, facilement accessible et accueillants.

Nous remercions les agents électoraux pour leur accueil dans tous les bureaux de vote visités. Le personnel requis pour la tenue du scrutin était bien présent (un président, un secrétaire et un ou deux assistants). Leur professionnalisme dans la présentation des procédures a permis de confirmer que tout se passait de la même manière dans tous les bureaux de vote. L'aménagement des lieux devant accueillir le vote a permis à chaque citoyen de voter librement et dans le secret pour le candidat de son choix.

Nous n'avons constaté aucune activité de propagande d'un quelconque candidat à proximité ou au sein des bureaux de vote, aucune tentative de pression, de manipulation ou d'achat des votes. L'attente pour accéder au bureau de vote pouvait durer jusqu'à six heures en raison de la forte mobilisation de la population. Une fois engagé, le parcours allant de la vérification de l'identité (pièce d'identité, empreinte digitale marquée à l'encre indélébile, signature du fichier) à la sortie du bureau de vote durait en moyenne 90 secondes, ce qui montre la fluidité des opérations de vote. Nous saluons le professionnalisme des forces de sécurité présentes dans l'ensemble des centres de vote visités.

Notre mission n'a décelé aucune tension ou menace pouvant dénaturer ou empêcher la libre expression des votants. Des personnes âgées ou à mobilité réduite ont pu bénéficier de l'assistance du personnel pour accéder au lieu de vote. Des femmes portant leur enfant en bas âge, ou des parents venant accompagnés de leurs enfants, montrent que ce sont toutes les générations et les couches sociales de la population vénézuélienne qui se sont déplacées pour s'exprimer librement par le vote.

Si tout scrutin connaît naturellement des difficultés techniques ou des incidents mineurs et isolés, aucune contestation particulière n'a été observée par la Mission dans les bureaux de vote témoins. Ces éléments font que le cadre juridique régissant l'organisation de l'élection présidentielle du 28 juillet 2024 ne souffre d'aucune contestation.

SUR LES RESULTATS ET LA VICTOIRE DU PRÉSIDENT MADURO

L'élection présidentielle du 28 juillet 2024 s'est déroulée dans un contexte politique particulier. Le président sortant Nicolás Maduro, faisait face à neuf candidats d'opposition. L'élection présidentielle s'est déroulée dans un cadre compétitif qui ne s'apparente pas à un plébiscite ou une élection fantoche. Nous saluons les candidats qui se sont engagés à respecter le résultat des urnes.

Les délégations africaines condamnent en revanche les membres et partisans de l'opposition qui ont remis en cause l'indépendance du scrutin et qui ont menacé de contester les résultats électoraux y compris par la force, laissant planer la crainte de violences post-électorales et d'une ingérence étrangère de nature impérialiste. Nous saluons le sang-froid de toutes les autorités qui n'ont pas cédé à l'intimidation, la propagande et la manipulation médiatique étrangère. Nous exhortons les médias à cesser toute communication de mensonges et de diffusion de fausses informations sur le Venezuela.

La présence des observateurs internationaux montre l'importance de ce scrutin non seulement pour le Venezuela mais pour toute l'Amérique du Sud et le monde entier. Cette élection intervient dans un pays qui mène depuis vingt-cinq ans un processus révolutionnaire vers le socialisme. En réponse, le Venezuela subit des menaces d'intervention militaire, des actes de sabotage et des sanctions économiques, ainsi que des attaques psychologiques dans le cadre de campagnes médiatiques menées par l'opposition et ses soutiens internationaux, en premier lieu les forces étatsuniennes.

Les délégations africaines déplorent les tentatives de l'opposition de provoquer une confrontation. La tentative d'ingérence d'anciens présidents latino-américains de droite (Groupe de Lima) et des chancelleries de plusieurs pays (Argentine, Costa Rica, Equateur, Guatemala, Panama, Paraguay, République Dominicaine, Uruguay) constitue également une atteinte à l'expression populaire et démocratique vénézuélienne.

La réponse de la révolution bolivarienne a toujours été de donner la voix au peuple par le biais d'une trentaine de consultations locales, nationales ou référendaires en vingt-cinq ans. A chaque élection, le système électoral s'est amélioré pour devenir aujourd'hui un système automatisé de référence mondiale.

Ce dimanche 28 juillet, la participation a atteint 59% et l'abstention 41%. Il n'y a donc pas eu de boycott de l'élection présidentielle. Les premiers résultats prononcés environ six heures après la fermeture des bureaux de vote donnent le président Nicolás Maduro vainqueur avec 51,2% des 80% de suffrages dépouillés, devant un candidat de l'opposition Edmundo González Urrutia crédité de 44%. Les scores montrent l'existence d'une compétition électorale réelle et non d'un simulacre de démocratie. L'écart étant jugé irréversible au stade avancé du dépouillement, les résultats doivent amener l'ensemble des candidats à reconnaître la victoire et la réélection de Nicolás Maduro à la présidence de la République Bolivarienne du Venezuela.

Nous félicitons le président Nicolás Maduro pour cette victoire qui est celle de tout le peuple vénézuélien.

Nous appelons l'ensemble des candidats, des acteurs nationaux et internationaux, à reconnaître le choix du peuple vénézuélien qui a confié le mandat au président Nicolás Maduro de conduire le Venezuela sur la voie de la paix, du progrès et du socialisme sur la période constitutionnelle de 2025 à 2031.

Nous invitons le peuple vénézuélien, les autorités, les forces politiques, économiques, syndicales, militaires et communautaires, à redoubler de vigilance et de civisme patriotique pour protéger le pays de toute intervention qui irait à l'encontre de l'expression populaire générale du 28 juillet 2024.

Les délégations africaines réitèrent leurs remerciements aux autorités vénézuéliennes pour cette expérience politique fondamentale et riche d'enseignements. Nous apprécions plus particulièrement le soutien constant du Venezuela aux forces anti-impérialistes africaines et nous réitérons notre soutien au peuple du Venezuela.

Les délégations africaines remercient également l'Institut Simon Bolivar et le Secrétariat de l'ALBA-TCP, ainsi que la Cancilleria, pour la seconde rencontre du *Forum pour une Alternative Sociale Mondiale de Bolivar à Chávez* qui a permis de nourrir la réflexion sur le Venezuela, l'Afrique et le monde de demain.

Les délégations africaines remercient le Centro de Saberes Africanos, Americanos y Caribeños pour l'accueil et le travail de valorisation et de connaissances de l'Afrique, ainsi que la Casona Cultural Aquiles Nazoa pour la soirée culturelle.

Enfin, les délégations africaines remercient le peuple vénézuélien pour sa résistance et sa fidélité au projet socialiste bolivarien de justice, d'équité et de progrès porté par la révolution bolivarienne impulsée par Hugo Chávez et poursuivie par Nicolás Maduro.

Signataires :

BENIN

- Marc ALABI, Coordinateur du Movimiento-Bénin en solidaridad con la Revolución Chavista y por el Panafricanismo
- Amzat BOUKARI-YABARA, Président, Ligue Panafricaine – UMOJA
- Philippe Toyo NOUDJENOUME, Premier Secrétaire du Parti Communiste du Bénin, Président de l'Alliance pour la Patrie, Président du Conseil de Coordination WAPO
- Dèfodji Jaures SOTINKON, Chargé de communication, Association des Amis du Venezuela

BURKINA FASO

- Honorable Princesse Yabré Juliette KONGO, Fondatrice du Musée de la Femme de Kolgondiéssé
- BAYALA Lianhoué Imhotep

CAMEROUN

- Sani LADAN, assistant politique, spécialiste en politique extérieure, sécurité et analyse de

l'intelligence

REPUBLIQUE DU CONGO

- Sébastien KAMBA, premier cinéaste congolais, fondateur du FESPACO, Directeur de la Cinémathèque de Brazzaville

KENYA

- Lewis MAGHANGA, Revolutionary Socialist League

MALI

- Ibrahima KEBE, Commissaire principal de l'association politique Faso Kanu

NIGER

- Abdourahmane OUMAROU, Président du parti Union des Patriotes Panafricanistes UNPP du Niger

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

- KABASELE TSHIMANGA B.K. Crispin, Président National de l'UDS, Union des Démocrates Socialistes
- Me MULUMBA NGANDU Bertho, Vice-Président National de l'UDS, chargé des relations internationales

SENEGAL

- Khalifa Ababacar SALL, président du parti politique PTAW

TUNISIE

- Faouzi Aloui, Professeur universitaire, président du Centre Massarat des études de philosophie et des humanités, Doyen d'un Institut supérieur, éditeur
- Mohsen Elkhouni, Professeur des Universités, philosophe

DIASPORA ET RESEAUX

- Komez NGENDAKUMANA, Président, Comité Ujamaa, Belgique
- Fatimatou SARR, Coordinatrice Cumbe International, Afrique subsaharienne
- Cikiah THOMAS, Ambassador General, Global African Congress